



**Tendance** Une hausse de la dette bancaire des ménages a été observée.

## Financement de l'Économie

# La dette des ménages inquiète les banques

Avec un encours global dépassant les 170 milliards de dirhams, les crédits aux ménages constituent aujourd'hui un autre talon d'Achille du système bancaire.

Par **Sanac Raqui**

Est-ce la fin de la croissance du crédit au Maroc? En tout cas c'est ce qui se dégage à l'analyse des chiffres sur le crédit au Royaume. Depuis 2011, le crédit accordé aux promoteurs immobiliers ne cesse de baisser, de 23,9 milliards à 21,4 milliards de dirhams à fin août 2014. Les crédits à l'habitat, quant à eux, ont enregistré une croissance moyenne de 5,4% en 2014, au lieu de 8,7% en 2013 et de 17,2% durant la période 2006-2012. Le

crédit à l'équipement affiche une stagnation au courant des quatre dernières années. D'ailleurs, le crédit à la consommation ne fait pas l'exception. Ce dernier commence lui aussi à accuser un ralentissement. Malgré l'importante amélioration observée récemment, il s'inscrit dans le même cycle baissier, passant de 20,8% durant la période 2006-2012 à 4,6% en 2013 et 2,8% en 2014. En fait, dans un contexte de croissance économique soute-

nue et de liquidité abondante, l'offre de crédit s'est développée encourageant les ménages à s'endetter. Au cours de la dernière décennie, le volume de l'endettement bancaire des ménages a plus que triplé, pour représenter 31% du PIB en 2013, contre 17% en 2004. La libéralisation de l'activité bancaire et les mutations du cadre réglementaire, conjuguées à l'engagement volontariste des pouvoirs publics en matière de promotion de l'habitat, sont autant d'éléments ayant été à l'origine de la hausse de cet endettement. Ainsi, les crédits des ménages ont connu, cette décennie, une croissance à deux chiffres, en 2008, notamment à l'habitat (+23,5%) et à la consommation (+34,1%). Cependant, après la crise financière, ces deux composantes de la dette bancaire, qui représentent respectivement près de 67% et 17% de l'ensemble des prêts octroyés aux ménages, n'ont pas évolué au même rythme. D'ailleurs, depuis 2009, le financement de l'habitat a résisté à la baisse de la demande et au resserrement du crédit, avec une hausse moyenne de 5,4% jusqu'à 2014. Quant au crédit à la consommation, il a accusé un net ralentissement passant de 4,6% en 2013 à 2,8% en 2014.

### Sceller le sort du crédit

C'est ce qui explique le fait que le crédit à la consommation des ménages affiche aujourd'hui une tendance qui semble s'essouffler pour ainsi sceller le sort du crédit en général dans le pays. En effet, fin septembre dernier, Bank Al-Maghrib a publié les indicateurs clés des statistiques monétaires relatives au mois d'août 2014. Des chiffres qui révèlent une légère hausse de 3,2% des crédits bancaires, après celle de 3,9% durant le mois de juillet 2014. Ce qui montre clairement que les crédits poursuivent leur tendance baissière, tout en restant largement inférieur à la croissance moyenne annuelle enregistrée sur la période 2006-2012, soit 15,3%. «*La conjoncture économique difficile semble avoir incité les ménages à limiter leurs dépenses de consommation et à reporter leurs décisions d'achat de logements*», assure un expert bancaire. Cela bien qu'«*une hausse de la dette bancaire des ménages ait été observée à partir du mois de juillet dernier surtout au niveau de l'encours des crédits à la consommation distribués par les banques*» comme l'explique Badr Drissi, expert financier. Car

en fait, ce petit rebond n'est qu'un ajustement technique à la suite de l'opération de fusion-absorption entre la banque BMCI et sa filiale spécialisée dans le crédit à la consommation BMCI Crédit Conso. L'opération s'est traduite par une hausse significative des crédits à la consommation inscrits au niveau de la situation comptable de la banque. Ainsi, *«compte non tenu de l'opération de l'absorption de BMCI Crédit Conso, l'encours de ces crédits aurait enregistré une évolution négative de 0,6% en juillet 2014, après celle de 1,2% en juillet 2013»*, nous explique le même professionnel. Aujourd'hui, l'endettement des ménages marocains, correspondant au rapport entre l'encours des crédits aux ménages et leur nombre, représente plus de 31% du PIB en 2013 au lieu de 17% en 2004. Elle est constituée pour 63% de prêts à l'habitat et 37% de crédits à la consommation. Par rapport à des pays comme la France, l'Espagne ou les Etats-Unis qui affichent respectivement 51%, 81% et 86% du PIB, le ratio peut paraître faible. Mais il a presque doublé durant

## **«Le processus de désendettement risque de perdurer»**

les dix dernières années pour ressortir à près de 40.000 dirhams par ménage. Toutefois, Bank Al-Maghrib considère que ce niveau d'endettement demeure maîtrisé, comparé à celui observé dans les pays développés. *«Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs, à savoir: la libéralisation de l'activité bancaire, la concurrence entre les établissements de crédit, la diversification et l'adaptation de l'offre, la baisse des taux d'intérêt et de l'allongement des maturités»*, assure Drissi. La libéralisation de l'activité bancaire et les mutations du cadre réglementaire, conjuguées à l'engagement des pouvoirs publics en matière de promotion de l'habitat, sont autant d'éléments ayant été à l'origine de la hausse de l'endettement des ménages.

## **Les banques plus souples...**

Sur le plan commercial, le ralentissement de l'activité se fait de plus en plus sentir. Pour se démarquer, certains établissements de crédit n'hésitent pas à revoir leur grille tarifaire, à l'instar d'Attijariwafa bank qui a abaissé récemment ses taux pour le crédit immobilier ou de la Banque Populaire qui propose des taux attractifs dans le cadre de packs bien étudiés. Les autres établissements, tout en maintenant leurs grilles tarifaires, se montrent dernièrement plus souples en matière de conditions d'octroi des crédits. Un volontarisme commercial qui n'est pas sans accentuer davantage le coût du risque. Ce dernier étant nettement en hausse à cause de la montée des impayés. Ainsi les créances en souffrance des ménages sont passées de 10,5 à 22,8 milliards de dirhams entre 2008 et fin août 2014. Réalisée à hauteur de 83% par les banques, la dette des ménages semble s'apparenter de plus en plus à une bombe à retardement. ☐

*sraqui@sp.ma*